



Ressources sur la **non-violence**

Bulletin du Centre de ressources sur la non-violence

1945, Mullins, bureau 160, Montréal (Québec) H3K 1N9
Tél. : 514 272-5012 > crnv@nonviolence.ca > www.nonviolence.ca

Volume 7 > Numéro 2 >

Été 2015



La dérive d'une démocratie

Au printemps dernier, de nombreux citoyens montréalais ont assisté, impuissants et désespérés, à la répression d'une initiative citoyenne initiée par le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU).

L'initiative du « camp pour le droit au logement », qui regroupait des militants et de nombreux locataires de logements sociaux, avait pour but de sensibiliser la population à la nécessité du maintien des logements sociaux alors que le gouvernement du Québec annonçait de nouvelles coupures dans les budgets. Il s'agissait de mettre de l'avant les enjeux municipaux, provinciaux et fédéraux du logement.

L'action citoyenne se voulait pacifique et avait été annoncée longtemps à l'avance. Divers organismes avaient pris en charge l'installation des tentes du campement ; les campeurs étaient pré-inscrits et la manifestation de lancement du camp, bien que sans trajet annoncé, était parfaitement encadrée et facilitée par la présence d'observateurs et d'un service d'ordre. Tout était en place pour garantir une démarche ordonnée et responsable.

Ce qui fut consternant pour les militants venus appuyer le campement, c'est l'acharnement de l'administration municipale montréalaise à empêcher, par l'intervention policière, toutes les tentatives d'installation de ce camp pacifique.

La démocratie s'est établie en nos sociétés dans le cadre d'une recherche d'équilibre entre les principales forces sociales. Mais si toute expression citoyenne n'est plus possible, les citoyens pourraient-ils s'assurer d'avoir leur mot à dire dans un système capitaliste et face à la puissance de l'argent? Dans la social-démocratie québécoise, la force de l'action citoyenne s'est constituée à partir des mouvements syndicaux, des organismes communautaires et d'une action bénévole très diversifiée. C'est cette forme de force citoyenne qui a été complètement muselée, toute une histoire de prise en charge citoyenne qui est aujourd'hui remise en question. Une réalité qui impose une importante réflexion critique sur notre démocratie.

Au cours des dernières années, les gouvernements en place au Québec et au Canada se sont acharnés à corroder les assises de l'État. La logique des marchés a été appliquée à toute la société. Les activités non rentables pour les forces du marché, et jugées trop coûteuses pour l'État, sont maintenant asphyxiées ou menacées de coupures. Les citoyens impliqués dans des organismes oeuvrant, souvent sans moyens, à éclairer l'opinion sur des enjeux sociaux importants, deviennent une source de nuisance aux yeux de ceux-là même qui ont la responsabilité de les encourager.

Quel danger la Ville de Montréal a-t-elle vu à laisser s'installer un campement d'opposition aux coupures budgétaires affectant les logements sociaux? Étions-nous face à une nécessité qui rendait intolérable un espace citoyen d'opposition? Comment comprendre que, dans une démocratie, l'espace public ne puisse plus servir au déploiement d'un moindre outil de pression? N'est-il pas vrai que les grandes avancées démocratiques sont nées des remises en question que représentaient des manifestations d'indignation populaire?



Pour faire entendre leur voix, les citoyens n'ont à leur disposition que des moyens limités à ces formes d'expression : pétitions, manifestations selon les cadres établis, représentations auprès des représentants élus. Avec les événements récents, force est de constater qu'à peu près aucune forme d'action directe citoyenne n'est tolérée. Les portes se referment devant des citoyens qui se sentent privés de droits fondamentaux. L'espace pour exprimer un désaccord et empêcher, de quelque façon que ce soit, la mise en œuvre de décisions économiques, sociales et environnementales inconséquentes est pratiquement réduit à néant. Avec les récents développements, même l'occupation de sites publics, que ce soit à court ou à long terme, est devenue illégale.

La conjonction entre les outils sophistiqués de contrôle des foules et la promulgation de lois restrictives au niveau des libertés sont en train de créer une situation politique explosive. Il n'y a plus d'espaces d'expression directe. Les forums décisionnels s'établissent maintenant à l'intérieur de véritables forteresses.

Puis on se surprend de voir le citoyen, contraint au silence, se révolter, se radicaliser. On ne parle encore que très peu de la radicalisation des organisations citoyennes. La croissance du sentiment très fort de ne plus avoir voix au chapitre et de devoir se soumettre aux diktats des pouvoirs économiques est en soi source de grandes frustrations qui ne peuvent que mettre en péril la démocratie.

Dans les contextes difficiles, il est important d'assurer un juste équilibre des forces politiques et de permettre aux forces moins puissantes de pouvoir agir.

NOUVELLES BRÈVES

par Gerry Pascal

Chemins d'un militantisme non-violent au Pakistan

> Le 16 juin 2015 a été une journée très significative au sein des communautés pakistanaises. Cette journée marquait les six mois du massacre inoubliable du 16 décembre 2014 qui a causé la mort de 152 Pakistanais dont 133 enfants de l'école publique de l'armée de Peshawar dans le Nord Ouest du pays. Ce massacre a été suivi de beaucoup d'autres assassinats dont celui de Sabeen Mahmud, tuée le 24 avril 2015 pour avoir créé, dans sa librairie, de l'espace pour des discussions politiques et sociales.

La société civile reproche au gouvernement, à l'armée et aux partis politiques de ne pas protéger leur population, de garder le silence devant la terreur et la violence.

Beaucoup de groupes extrémistes religieux circulent en effet librement avec des armes et causent la terreur, comme le groupe taliban qui, le 16 décembre 2014 a fait le tour des classes en tirant sur des élèves. Des efforts de résistance à l'extrémisme et de protestation contre la complicité institutionnelle sont signalés un peu partout dans le pays. Ils sont menés par de petits réseaux citoyens souffrant malheureusement du manque de coordination, ce qui se justifie par le fait que le pays a été longtemps régi par des dictatures militaires hostiles à la social-démocratie. De plus en plus de citoyens continuent malgré tout de « tirer dans la même direction » pour amener le changement, de travailler dans des réseaux dédiés à la paix, la non-violence et le dialogue.

Freedom Flotilla III > Le 19 juin 2015 à 1h 06, l'armée israélienne a lancé un raid sur Marianne, un bateau de la Freedom Flotilla III (FF III) lancé en Méditerranée pour protester contre le blocus de la bande de Gaza. L'opération de résistance pro-palestinienne est la troisième initiée en mer par la coalition de la Freedom Flotilla (d'où le nom FF III). Au mépris des lois internationales, l'armée israélienne a poursuivi et attaqué le bateau très loin dans les eaux internationales. Les passagers et les membres de l'équipage ont été victimes de violence et d'abus physiques.

Les trois autres bateaux témoins qui suivaient derrière, Juliano 11, Rachel et Vittorio, transportant 29 personnes, sont retournés de façon sécuritaire à leur point de départ comme cela était planifié.

Après l'attaque, Marianne, ses 18 passagers ainsi que l'équipage ont été amenés de force au port militaire israélien d'Ashdod. Plus tard, les occupants ont été transférés à la prison de Givon et apparemment tous déportés, en petits groupes, vers leurs pays d'origine du 1er au 6 juillet. Parmi les déportés se trouvaient deux Canadiens, l'Algonquin Robert Lovelace et l'Ingénieur Kevin Nash, qui sont revenus au pays le 2 juillet. Mais les membres de la coalition Freedom Flotilla ont juré de pouvoir recommencer et continuer la résistance jusqu'au jour où Israël mettra fin au blocus.

www.canadaboatgaza.org

L'investissement militaire, encore un problème global majeur

> À la Journée globale pour l'Action contre les dépenses militaires, le 13 avril 2015, Pax Christi International a exprimé sa grande préoccupation face à la croissance scan-

daleuse des dépenses militaires au moment où les programmes pour assurer le bien-être humain et un équilibre écologique se trouvent en besoin criant d'investissement.

Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), les dépenses mondiales en investissement militaire ont atteint les 10800 milliards \$. Ce qui est une croissance importante par rapport aux 1750 milliards \$ dépensés en 2013.

En 2014, la liste des dix principaux dépensiers en armements comprend les USA, la Chine, la Russie, l'Arabie saoudite, la France, le Royaume Uni, l'Inde, l'Allemagne, le Japon et la Corée du Sud.

Les organismes de paix canadiens sont d'autant plus préoccupés que le Canada, sous le gouvernement conservateur de Stephen Harper, contrevient à sa propre Loi sur les licences d'exportation et d'importation du Canada, selon laquelle une évaluation est requise lorsque les citoyens d'un pays acheteur « font l'objet de violations graves et répétées de la part du gouvernement ». General Dynamics Land Systems-Canada vient de signer un contrat pour la fourniture de véhicules blindés légers à l'Arabie saoudite qui seront conçus et fabriqués à London dans la province de l'Ontario, avec l'aval du gouvernement du Canada.

À lire sur notre site

Premier mai : La mobilisation historique éclipsée ! > Que retiendrons-nous de l'impressionnante mobilisation du vendredi 1er mai 2015?

1) Cette journée assez historique où des dizaines de milliers de Québécois se sont mobilisés sur tout le territoire de la province pour s'opposer à l'Austérité (...); 2) Ce fait que moins d'une semaine après cet imposant succès, sur lequel il serait possible de construire un mouvement de masse, rien ne semble avoir retenu l'attention du public alors qu'on a continué de parler de la « brutalité policière », de deux ou trois incidents filmés et diffusés, qui se sont déroulés dans le cadre d'une seule manifestation.

Ironique? "NON". La lutte sociale dont les stratégies se donnent comme objectif de faire ressortir à tout prix la "brutalité policière", notamment dans certaines factions militantes radicales, a cette caractéristique bien particulière de toujours jouer le jeu des pouvoirs (...).

L'Occident terroriste > Dans leur livre d'entretiens, publié en 2013 en anglais et maintenant en français aux éditions *Écosociété*, sous le titre *L'Occident terroriste*, l'écrivain André Vltchek et l'éminent analyste politique Noam Chomsky, dénoncent l'hypocrisie des pays Occidentaux dont une forte propagande contribue à faire oublier que le terrorisme mondial est avant tout le fait des pays d'Occident qui l'ont exercé un peu partout et « contribué à [le] développer ». Depuis fort longtemps, pour certains pays d'Europe, ainsi que d'autres États dirigés avant tout par des citoyens d'origine européenne, « le monde est divisé entre les personnes comme nous et les non-personnes, c'est-à-dire tous les autres qui ne comptent pas (...) » (voir résumé du livre sur nos pages).

www.nonviolence.ca

La lutte à la radicalisation : Sommes-nous sur la bonne voie ?



Montréal a récemment créé un « Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence », lequel a débuté ses interventions en assurant la présence des agentEs du SPVM au Collège Maisonneuve où, semble-t-il, le nombre de signalements de présumés cas de radicalisation ne cessait de croître.

En trente ans, on a vu passer plusieurs tendances de violence chez les jeunes : violence dans les médias, dans les relations amoureuses, dans les cours d'école ; suicide, violence verbale, intimidation, cyber intimidation, menace de tireur fou, gangs de rue, etc. Cette fois, c'est la radicalisation religieuse dans les cégeps qui retient toute l'attention, une autre de diverses formes d'un seul et même phénomène, la violence : sociale, contre l'autre et envers soi.

En réplique à ces dominances périodiques, ont été imaginées des modes « anti-violence » qui semblent tout le temps les mêmes. Un événement dramatique se produit ; il est suivi de médiatisation et, naturellement, d'un vent de panique ; des « mesures de sécurité » sont mises en place à la sauvette... Par la suite, est mobilisée la police, l'institution par excellence, qui monopolise les budgets de sécurité.

La paranoïa sociale

Les responsables (politiques et scolaires) mettent en place des programmes de formation, pour faire connaître les conséquences criminelles des violences ou pour sensibiliser à la nécessité de la dénonciation. Suivent alors, dans les institutions d'éducation, des lettres, des avis, la présence policière. Question de redonner un sentiment de sécurité à ceux et celles qui fréquentent l'école.

Avec les années, l'obsession sécuritaire affecte les institutions scolaires dont l'atmosphère de réglementation accablante crée chez les jeunes un climat de méfiance, le sentiment d'être constamment surveillés, contrôlés.

Peu de citoyens sont conscients de l'omniprésence dans les milieux scolaires de chiens renifleurs, de gardes de sécurité, de caméras vidéo panoramiques, de double portes auto-verrouillantes, de fouilles, de périmètres sécuritaires, de grilles cloisonnant

les casiers et des présences policières qui, de plus en plus font partie du quotidien des jeunes, surtout au secondaire. On entend souvent les élèves souligner qu'en situation de violence, ce sont les policiers qui viennent leur parler. Au primaire, les enfants s'exercent au « confinement barricadé » sous ordre des autorités policières, un exercice qui consiste à simuler un incident violent à l'école et à exécuter ensuite des manœuvres de sécurité extrêmes. L'impression en est parfois que les menaces guettent aux portes de l'école et que les périls sont toujours imminents.

Une « paranoïa sociale » n'a-t-elle pas élu domicile au Québec ?



Comment se fait-il qu'on en soit rendus là ?

Le problème avec l'omniprésence médiatique de la violence-spectacle n'est pas qu'elle stimule ou encourage la violence, mais plutôt qu'elle prend toute la place, faisant en sorte qu'il n'y a plus d'espace pour parler des moyens « non-violents » de résolution des conflits ou de solutions à des insatisfactions.

Il ya lieu pourtant de développer, au sein d'une population, de multiples *compétences communicationnelles* dont la capacité d'écoute, l'affirmation de soi respectueuse, la participation au développement du consensus ; *des habiletés de base* qui concourent aux interactions sociales adéquates : l'estime de soi dans son environnement, la capacité de voir la différence comme une

richesse et une opportunité, la résolution non-violente des conflits ; les *aptitudes pro-sociales* dont celles permettant d'identifier et d'accompagner les personnes vulnérables, de détecter et assurer diffusion des situations de confrontation, d'agir comme tierce partie, de savoir se protéger physiquement sans riposte violente, etc.

Sous un angle plus politique, le principal défi n'est-il pas de concilier droits et responsabilités, faire connaître les moyens, tactiques et stratégies, pour affirmer ses convictions et appliquer une FORCE, « sans recourir à la violence » ?

Des moyens d'action et d'intervention non-violents sont en développement un peu partout, ils restent pourtant méconnus de nos jeunes, même ceux qui questionnent la violence et l'incapacité de la société à y mettre fin.

Ces jeunes deviennent une clientèle manipulable par les porteurs du « délire sécuritaire » et des proies faciles des gourous de la radicalisation qui leur donnent l'illusion de pouvoir faire avancer une cause ou un objectif révolutionnaire.

La nouvelle « mode » pour contrer les radicalités religieuse et militante se réduit aux appels à la rescousse des services de l'ordre et de renseignement ou de sécurité. Le climat social

est à la peur. Ce sur quoi des gouvernements apprennent à capitaliser en optant pour des mesures coercitives, la judiciarisation des conflits sociaux, des lois abusives, toute une dynamique qui s'illustre bien avec les politiques gouvernementales des dernières années dans lesquelles ne s'est manifesté aucun effort de type diplomatique, de sanction non-violente ou d'intervention préventive.

On passe loin des remèdes à la radicalisation dont la source est le désespoir qui touche notre jeunesse, persuadée d'avoir de moins en moins voix au chapitre.

Notre société a-t-elle fait le choix de la confrontation sociale, de la contre-violence par la répression, les caméras, les grillages et les matraques au lieu des approches éducatives ?

